

Le Journal de Gien, 13 mai 2010

PROMA

Un déplacement chez PSA et LEAR qui redonne un peu d'espoir !



Lundi matin, une trentaine de salariés de Proma se sont retrouvés devant les grilles du siège de PSA à Poissy avant d'aller à Vélizy au siège de l'équipementier LEAR où ils ont obtenu des informations qui leur ont redonné espoir.

À l'heure de boucher leur deuxième mois d'occupation de leur usine, une trentaine de salariés de Proma s'est endue lundi en car financé par le maire Jean-Pierre Sudrià sur le site du constructeur PSA à Poissy et sur celui de l'équipementier automobile LEAR à Vélizy, le principal donneur d'ordres de l'usine giennoise.

Corinne Guérineau et Sylvie Geerts pour la CDT et Jean-Joseph Esalita pour FO, accompagnés respectivement par un représentant local de leur syndicat ont été reçus par quatre dirigeants du pôle achat de chez PSA, les délégués CDT leur ont rappelé que l'Etat avait déboursé trois milliards pour le groupe français alors que PSA ne respectait pas les modalités de ce prêt notamment en matière d'emploi et les sous-traitants. « Nous sommes moins de 7 pour 1000 des milliards que PSA a touché » leur ont souligné les représentants de la CDT en rappelant la demande d'indemnités supra-légales de 50 000 € par licencié.

« Ils nous ont affirmé ne pas avoir de dette, donc nous ne pouvons pas aller ailleurs », a-t-il répondu.

Le bus des salariés de Proma a pris ensuite la direction de Vélizy où le directeur des ressources humaines et un des responsables du service achats ont reçu les délégués syndicaux. « Nous leur avons rappelé leur responsabilité morale notamment avec le non-respect des volumes promis », rappelle Sylvie Geerts. Les licenciés giennois ont alors appris que LEAR avait fait une proposition de rachat du stock de pièces (estimé à 240 000 €) qui serait abondée d'une somme substantielle dans le cadre de l'accord de septembre 2009 à la condition que la plainte de Proma France contre LEAR pour non-respect des volumes soit retirée. « Cette lettre a été envoyée en

leur MP Jousselet », explique Sylvie Geerts, étouffée tout comme Corinne Guérineau que le liquidateur ne les en ait pas parlé, surtout qu'ils se sont vus reconnaître !

« Notre prochaine étape début mars, c'est le liquidateur », assure Sylvie Geerts qui entend bien également positionner la demande financière de ses collègues auprès du liquidateur, « comme des créanciers privilégiés avant même l'Etat » comme leur ont conseillé les dirigeants de LEAR.

« Ces deux rencontres ont permis de nous éclairer sur certains points », résume Sylvie Geerts qui a eu l'impression que les négociations ne sont pas fermées.

Autant dire que sur le chemin de retour dans l'après-midi, les salariés de Proma avaient repris un peu d'espoir de voir aboutir leur requête à la veille d'attaquer leur troisième mois d'occupation de leur usine qui débute le jeudi 11 mars.